



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

établi en application du Code de la commande publique

APPEL D'OFFRES OUVERT

PRESTATIONS DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES DECHETS CHIMIQUES ET ASSIMILES

Date et heure limites de réception des offres :

Le lundi 22 septembre 2025 à 12h00

GROUPEMENT DE COMMANDES COMPOSE DE :

L'Université de Strasbourg

Le Centre National de la Recherche Scientifique – Délégation Alsace

L'Institut National des Sciences Appliquées de Strasbourg

L'Ecole Nationale du Génie de l'Eau et de l'Environnement de Strasbourg

Université de Strasbourg

Direction des Finances – Département Achat Marchés

SOMMAIRE

Table des matières

1	Objet et étendue de la consultation	4
1.1	Objet	4
1.2	Mode de passation	6
1.3	Type de contrat	6
1.4	Décomposition de la consultation	7
1.5	Etendue des prestations	7
1.6	Nomenclature	7
1.7	Renouvellement	8
2	Conditions de la consultation	8
2.1	Délai de validité des offres	8
2.2	Forme juridique du groupement	8
2.3	Variantes	8
2.4	Prestations supplémentaires éventuelles	8
2.4.1	Prestation supplémentaire éventuelle facultative	8
2.4.2	Choix de la prestation supplémentaire éventuelle	8
2.5	Conditions particulières d'exécution	9
2.5.1	Développement durable	9
2.5.2	Clause sociale de formation sous statut scolaire	9
2.6	Confidentialité	9
3	Conditions relatives au contrat	10
3.1	Durée du contrat	10
3.2	Délais d'exécution	10
3.3	Modalités essentielles de financement et de paiement	10
4	Contenu du dossier de consultation	11
5	Présentation des candidatures et des offres	11
5.1	Documents à produire	12
5.2	Visite obligatoire des sites	15
6	Conditions d'envoi et de remise des plis	15
6.1	Transmission par voie électronique	15
6.1.1	Transmission des plis	15

Prestations de collecte et de traitement des déchets chimiques et assimilés

6.1.2	Signature du marché	17
6.2	Transmission sous support papier.....	18
7	Examen des candidatures et des offres	19
8	Renseignements complémentaires	21
8.1	Adresses supplémentaires et points de contact	21
8.2	Procédures de recours	22
	RECAPITULATIF DES PIECES A FOURNIR	23

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

établi en application du Code de la Commande Publique (CCP)

1 Objet et étendue de la consultation

1.1 Objet

La présente consultation concerne : **LES PRESTATIONS DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES DECHETS CHIMIQUES ET ASSIMILES**

Le présent marché a pour objet l'enlèvement, le transport et le traitement des déchets dangereux pour le compte des établissements membres du groupement, à savoir :

- L'Université de Strasbourg (Unistra) ;
- Le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) – Délégation Alsace;
- L'Institut National des Sciences Appliquées (INSA) de Strasbourg ;
- L'Ecole Nationale du Génie de l'Eau et de l'Environnement de Strasbourg (ENGEEES).

Les conditionnements et l'étiquetage adaptés aux différents déchets dangereux seront fournis par le titulaire du marché. La préparation des produits chimiques de laboratoire (PCL) en petites quantités pour le transport pourra être opérée par le titulaire à la demande de l'établissement.

L'organisation des collectes de déchets chimiques sera gérée par le Service prévention sécurité environnement (SPSE) de l'Unistra pour les sites de l'Unistra qui sera considérée comme un seul producteur. Les unités propres de recherche (UPR) du CNRS organiseront chacune leurs collectes et seront considérées comme des producteurs indépendants les uns des autres en terme de gestion administrative.

L'ENGEEES et l'INSA, en tant que producteurs distincts, organiseront et gèreront également leurs propres enlèvements de déchets chimiques.

Les types de déchets concernés sont les suivants :

- Produits chimiques en petite quantité (<5 litres),
- Déchets solides contaminés par des produits chimiques,
- Déchets en bidons (ou exceptionnellement en fûts),
- Autres déchets dangereux.

Le présent accord-cadre comporte également une prestation supplémentaire éventuelle (ci-après PSE) facultative :

PSE facultative n°1 : Collecte et traitement des bouteilles de protoxyde d'azote et autres bouteilles de gaz.

Pour compléter la liste des déchets susceptibles d'être collectés par le titulaire, une prestation supplémentaire éventuelle facultative (PSE facultative n°1) est intégrée au présent contrat. Celle-ci concerne la collecte et le traitement par le prestataire des bouteilles de protoxyde d'azote et des autres bouteilles de gaz.

Il s'agit d'une prestation non obligatoire, que les candidats sont libres de chiffrer, ou non, dans le BPU.

A noter que : si le prix de la collecte et du traitement de la bouteille de gaz varie en fonction du type de gaz, il est attendu que le candidat l'indique au sein du BPU.

Le périmètre technique des prestations demandées est défini dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Procédure passée en groupement de commandes :

La présente procédure est portée par l'Université de Strasbourg et couvre les besoins des établissements suivants :

✓ **L'Université de Strasbourg (Unistra)**

4, rue Blaise Pascal - CS 90032
67070 STRASBOURG CEDEX

✓ **Le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), Délégation Alsace,**

23 rue du Lœss – BP 20
67037 Strasbourg Cedex 2

✓ **L'Institut National des Sciences Appliquées (INSA) de Strasbourg,**

24 Boulevard de la Victoire
67084 STRASBOURG Cedex

✓ **L'Ecole Nationale du Génie de l'Eau et de l'Environnement de Strasbourg (ENGEE),**

1 quai Koch - BP 61039
67070 STRASBOURG

Dans un souci de mutualisation des moyens et d'harmonisation des procédures de passation de leurs marchés, les signataires de la convention de groupement font le choix de se grouper afin de coordonner et de regrouper leurs achats.

Le groupement est formé selon les dispositions de l'article L2113-7 du Code de la commande publique : la convention de groupement de commandes confie au membre coordonnateur du groupement (Université de Strasbourg) la charge de mener la procédure de passation des marchés au nom et pour le compte de tous les membres du groupement, dans le respect des règles de la commande publique.

Chaque membre du groupement s'engage à signer, avec le cocontractant retenu, un marché à hauteur de ses besoins propres dont il assure la bonne exécution.

Chaque membre du groupement est seul responsable de l'exécution des obligations qui lui incombent en vertu de la convention constitutive pour les opérations dont il se charge en son nom propre et pour son propre compte.

Dans tous les cas, aucun des membres du groupement ne peut ni remettre en cause le choix opéré dans le cadre du groupement en concluant le marché avec un autre prestataire, ni modifier l'objet du marché.

Lieu d'exécution :

Les lieux d'exécution du présent accord-cadre se situent sur Strasbourg et sont détaillés aux articles B.2 à B.4 du CCTP.

1.2 Mode de passation

La présente procédure d'appel d'offres ouvert est passée en application des dispositions des articles L2124-2, R2124-2 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 Type de contrat

L'accord-cadre sans minimum est passé en application des articles L2125-1 1°, R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique. Il s'agit d'un accord-cadre avec un maximum fixé comme suit :

Etablissement	Montant maximum par an HT	Montant maximum sur la durée totale du marché HT
Université de Strasbourg	340 000 €	1 360 000 €
CNRS Délégation Alsace	67 500 €	270 000 €
INSA Strasbourg	15 000 €	60 000 €
ENGES	3 000 €	12 000 €
Montant TOTAL HT	425 500,00 €	1 702 000,00 €

Prestations de collecte et de traitement des déchets chimiques et assimilés

L'accord-cadre, qui fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, donnera lieu à l'émission de bons de commande, émis au fur et à mesure des besoins des établissements membres du groupement.

L'accord-cadre est conclu avec un seul opérateur économique.

1.4 Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.5 Etendue des prestations

A titre indicatif, estimatif et prévisionnel, sans que ces montants, qui n'ont aucune valeur contractuelle, n'engagent le pouvoir adjudicateur, les montants estimatifs des prestations objet de l'accord-cadre sont les suivants :

ETABLISSEMENT	Montant HT estimatif annuel	Montant HT estimatif sur la durée maximale de l'accord-cadre
Université de Strasbourg	120 000,00 €	480 000,00 €
CNRS	22 500,00 €	90 000,00 €
INSA	5 000,00 €	20 000,00 €
ENGES	1 000,00 €	4 000,00 €

Montant TOTAL HT	158 500,00 €	634 000,00 €
------------------	--------------	--------------

Les montants sont identiques pour chaque période de reconduction.

1.6 Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
90524300	Services d'enlèvement de déchets biologiques

La nomenclature interne se décompose de la façon suivante :

Code NACRE	Libellé
BB.31	Services de traitement des déchets chimiques et assimilés

1.7 Renouvellement

Il s'agit d'un marché renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

Sous réserve de la reconduction de l'accord-cadre, le renouvellement sera mis en œuvre dans 4 ans.

2 **Conditions de la consultation**

2.1 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **4 mois** à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 Variantes

Aucune variante libre (à l'initiative du candidat) n'est autorisée.

Par ailleurs, aucune variante imposée (par le pouvoir adjudicateur) n'est prévue.

2.4 Prestations supplémentaires éventuelles

2.4.1 Prestation supplémentaire éventuelle facultative

Les candidats pourront faire une proposition pour la prestation supplémentaire éventuelle (ci-après PSE) facultative suivante :

- **PSE facultative n°1 « Collecte et traitement des bouteilles de protoxyde d'azote et autres bouteilles de gaz »** (article 2.A.1.5 du CCTP)

L'attention des candidats est tout particulièrement attirée sur le fait qu'à défaut de présentation de la PSE facultative, l'offre sera jugée régulière.

2.4.2 Choix de la prestation supplémentaire éventuelle

La prestation supplémentaire pourra être retenue, au choix du pouvoir adjudicateur, lors de la notification du marché.

2.5 Conditions particulières d'exécution

2.5.1 Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte la filière de traitement des déchets chimiques, ainsi que les objectifs de réduction de l'empreinte carbone de la prestation du titulaire. Les démarches durables sur lesquelles s'engagent le titulaire sont indiquées dans son offre, ainsi qu'à l'article E du CCTP concernant le plan de progrès

2.5.2 Clause sociale de formation sous statut scolaire

Afin de promouvoir la diversité et combattre l'exclusion, l'Université de Strasbourg souhaite mobiliser les entreprises dans le cadre de sa politique d'achats responsables.

En application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, les candidats doivent obligatoirement proposer une action permettant la formation d'un ou plusieurs élèves à besoins spécifiques, de 16 à 25 ans, suivi par un référent du ministère de l'Education nationale (enseignant, CPE, référent décrochage scolaire, intervenant SRE, coordonnateur de dispositifs relais ou d'Unité Localisée pour l'Inclusion Scolaire).

Dans le cahier des charges, cette exigence se présente sous la forme d'un volume horaire minimum et constitue une condition d'exécution du présent marché.

Le volume horaire minimum est à réaliser pendant la période ferme du marché ou sur une période de reconduction. Néanmoins, les candidats peuvent dépasser ce volume horaire s'ils le souhaitent.

L'offre déposée par les candidats doit obligatoirement contenir la « Fiche entreprise » annexée au règlement de la consultation (Cf. annexe relative à la clause sociale de formation), complétée précisément et de manière adaptée au public concerné.

Une offre qui ne présente pas une action de formation sous statut scolaire, selon les formes requises (« Fiche entreprise » remplie), est irrégulière.

Pour plus d'informations sur la clause sociale, il convient de se reporter à l'annexe précitée du présent règlement de la consultation.

A titre supplémentaire, s'ils le souhaitent, les candidats peuvent proposer d'autres projets permettant d'enrichir leur offre sociale

2.6 Confidentialité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité.

3 Conditions relatives au contrat

3.1 Durée du contrat

L'accord-cadre ne devient définitif et ne peut recevoir exécution qu'après notification au titulaire.

Il est conclu pour une **période initiale qui court à compter de sa date de notification jusqu'au 31 décembre 2026**. L'accord-cadre peut être reconduit par période successive d'un (1) an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans, sans que ce délai ne puisse excéder le 31 décembre 2029.

Les périodes de reconduction sont donc les suivantes :

- 1^{er} janvier 2027 – 31 décembre 2027
- 1^{er} janvier 2028 – 31 décembre 2028
- 1^{er} janvier 2029 – 31 décembre 2029

Sous réserve de sa reconduction, l'accord-cadre aura donc une durée de validité courant de sa date de notification jusqu'au 31 décembre 2029.

Conformément à l'article R2112-4 du Code de la commande publique, la reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 1 mois avant la fin de la durée de validité du contrat.

3.2 Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont indiqués à l'article 5.2 du CCAP.

3.3 Modalités essentielles de financement et de paiement

Les modalités de règlement des comptes sont celles du CCAG – FCS.

Les prestations seront financées sur le budget de l'établissement.

Les sommes dues au titulaire et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du contrat seront payées dans un **délai global de 30 jours** à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché ou le sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires et d'une indemnité pour frais de recouvrement fixés selon les modalités d'application prévues par les articles R2192-31 à R2192-36 du Code de la commande publique.

Une avance pourra être versée en application de l'article R2191-3 et suivants du Code de la commande publique. L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de consultation (RC) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le Cadre de Réponse Financier (CRF) comprenant le BPU et le DQE ;
- Le Cadre de réponse technique (CRT) ;
- L'annexe n° 1 relative à la clause sociale de formation ;
- L'annexe n° 2 relative à la clause sociale de formation « Fiche entreprise » ;
- L'attestation sur l'honneur en vue du contrôle de la situation des sociétés au regard du Règlement (UE) n°2022/576 du Conseil du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n°833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine (Attestation sur l'honneur société russe).

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), auquel l'accord-cadre se réfère n'est pas produit dans le dossier de consultation. S'agissant d'une norme réglementaire, les candidats sont censés parfaitement connaître ledit CCAG.

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible à l'adresse électronique suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

IMPORTANT : les documents de la consultation sont librement accessibles sur le profil d'acheteur, sans identification obligatoire des opérateurs économiques. Néanmoins, il vous est fortement conseillé de procéder à votre identification car celle-ci vous permet d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE. Dans le cas contraire, il vous appartiendra de récupérer par vos propres moyens les informations communiquées.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues au plus tard **onze (11) jours** avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 Documents à produire

A noter que pour une meilleure lisibilité de la proposition, l'université souhaite que les pièces relevant de l'offre soient clairement séparées de celle relevant de la candidature, par tout moyen qui permettra de les distinguer formellement.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces de la candidature et celles relevant de l'offre listées ci-après.

Un **récapitulatif des pièces** à fournir est également disponible en dernière page du présent document.

➔ **Pièces relevant de la candidature** telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

- **Le formulaire DC1** (Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants) dans sa dernière version disponible, dûment renseigné ;
- ♦ **Le formulaire DC2** (Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement), dans sa dernière version disponible, dûment renseigné et complété des informations nécessaires à l'appréciation des conditions de participation suivantes :

- **l'aptitude de l'entreprise à exercer l'activité professionnelle**

- **la capacité économique et financière des candidats**

- **les capacités techniques et professionnelles des candidats.**

Conformément aux articles R2143-3 et R2143-4 du Code de la commande publique, les renseignements ou documents demandés en tant que moyens de preuve sont les suivants :

♦ au titre de l'aptitude de l'entreprise à exercer l'activité professionnelle (renseignements à mentionner à la rubrique E du DC2 ou partie IV.A du DUME) :

- La copie de l'arrêté préfectoral portant agrément du candidat (*partie IV.A.1) du DUME*) ;
- La copie du récépissé par le préfet de la déclaration mentionnée à l'article R541-50 du Code de l'environnement. Si le candidat est exempté de cette déclaration, il en précisera les raisons (*partie IV.A.2) du DUME*) ;

♦ au titre de la capacité économique et financière de l'entreprise (renseignements à mentionner à la rubrique F du DC2 ou partie IV.B du DUME) :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global (*partie IV.B.1.a du DUME*) et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, (*partie IV.B.2.a du DUME*),

portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;

- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels (*partie IV.B.5 du DUME*) ;

♦ au titre des capacités techniques et professionnelles de l'entreprise (renseignements à mentionner à la rubrique G du DC2 ou partie IV.C du DUME) :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années (*partie IV.C.8 du DUME*) ;
- Liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat (*partie IV.C.1.b du DUME*).

- **L'attestation sur l'honneur en vue du contrôle de la situation des sociétés au regard du Règlement (UE) n°2022/576 du Conseil du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n°833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, fournie dans le DCE (Attestation sur l'honneur sociétés russes) (1 exemplaire par membre du groupement, le cas échéant) dûment renseignée.**

NOTA :

Le candidat peut produire les documents de preuve des informations demandées dès la présentation de sa candidature, quand bien même il n'y est pas tenu. En effet, ce n'est qu'au moment de la vérification de la candidature que le pouvoir adjudicateur est en droit d'exiger les documents justificatifs des informations fournies.

Par ailleurs, si l'on constate que des pièces ou informations demandées sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

IMPORTANT :

Le candidat **est invité à utiliser les formulaires DC1/DC2** pour présenter sa candidature. **La nouvelle version** (issue de la nouvelle réglementation applicable) des documents DC1 et DC2 et leur notice explicative sont disponibles gratuitement sur le portail de l'Economie, des Finances, de l'Action et des Comptes publics sous le lien <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>. Il est à noter que **c'est la dernière version disponible des documents** qui doit être utilisée.

Le candidat est néanmoins libre de présenter sa candidature sous une autre forme. Il peut notamment utiliser le **Document Unique de Marché Européen (DUME) rédigé en français** pour présenter sa candidature.

Le cas échéant, il devra apporter l'ensemble des éléments visés aux articles R2142-1 à R2142-14 du Code de la commande publique et aux articles auxquels ils renvoient, y compris les renseignements ou documents listés ci-dessus.

Pour justifier des capacités techniques et professionnelles ainsi que des capacités économiques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes renseignements ou documents concernant cet/ces opérateur(s) économique(s) que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet/ces opérateur(s) économique(s) pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de/des l'opérateur(s) économique(s).

De ce fait, en cas de candidature groupée notamment, le DC2 ou le DUME sont à produire par chacun des membres du groupement. Par contre, le DC1 ne sera fourni qu'en un seul exemplaire.

➔ Pièces relevant de l'offre :

Le candidat produira une **offre complète** comprenant :

1. **Le Cadre de Réponse Financier (CRF) comprenant le BPU et le DQE** (1 classeur au format Excel, fourni dans le DCE) **à compléter conformément aux indications**
2. **Le Cadre de Réponse Technique (CRT) dûment rempli ;**
3. **L'attestation de visite** (fournie par l'acheteur lors de la visite obligatoire) **ou tout document de nature à démontrer que le candidat a une connaissance et une maîtrise suffisantes des sites de collecte de l'Université de Strasbourg ;**
4. **L'annexe n°2 relative à la clause sociale de formation « Fiche entreprise » dûment remplie**

IMPORTANT :

L'offre devra obligatoirement comporter les éléments énumérés ci-dessus.

Le candidat doit impérativement respecter le cadre de réponse des documents fournis.

De plus, **toute mention** rajoutée par le candidat dans son offre et **contraire aux clauses du cahier des charges établi par l'université sera jugée irrégulière et entraînera le rejet de l'offre du candidat** (sauf mise en œuvre expresse des dispositions de régularisation prévues aux articles R2152-1 et R2152-2 du Code de la commande publique et rappelées à l'article 7.2 ci-après).

Conformément aux dispositions du Code la commande publique, et afin de simplifier le dépôt de l'offre, l'acte d'engagement n'a plus à être demandé (signé) dès le dépôt de l'offre.

Aussi, aucun acte d'engagement n'est à fournir au moment du dépôt de l'offre.

L'acte d'engagement signé ne sera exigé que du seul attributaire, au terme de la procédure afin de formaliser le contrat.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

5.2 Visite obligatoire des sites

Une visite **obligatoire** des sites de l'Université de Strasbourg est organisée dans le cadre de la consultation. Cette visite a pour but de permettre aux différents candidats de se familiariser avec les sites de collecte de l'Université de Strasbourg. Deux créneaux sont proposés :

- **Vendredi 05 septembre 2025 de 9 heures à 12 heures** (9 :00 am – 12 :00 am)
- **Lundi 08 septembre 2025 de 9 heures à 12 heures** (9 :00 am – 12 :00 am)

Les candidats sont priés à confirmer leur présence à l'une ou l'autre de ces dates par courriel via la messagerie sécurisée (onglet « question ») de la plateforme PLACE.

Heure et lieu de rendez-vous :

9 heures (9 :00 am) à l'entrée principale de l'Institut Le Bel situé au **4 rue Blaise Pascal, 67000 Strasbourg.**

Les visites débuteront à 9 heures, aussi il est vivement conseillé aux candidats de se présenter 5 à 10 minutes avant l'heure prévue.

La visite est obligatoire et fera l'objet d'une attestation de visite que le candidat devra joindre à son offre. Ainsi, l'offre d'un candidat qui n'a pas effectué la visite obligatoire **sera en principe déclarée irrégulière.**

6 Conditions d'envoi et de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination au plus tard à la date et à l'heure limites de réception des candidatures indiquées sur la page de garde du présent document.

Le pouvoir adjudicateur **impose la transmission des documents par voie électronique** effectuée dans les conditions de l'article 6.1 du présent règlement de la consultation.

6.1 Transmission par voie électronique

6.1.1 Transmission des plis

En application des dispositions de l'article R.2132-7 du Code de la commande publique, **le pouvoir adjudicateur IMPOSE la transmission des plis par voie électronique pour cette consultation** et aucun autre mode de transmission n'est autorisé.

Il est rappelé au candidat que conformément aux dispositions de l'article R2151-6 du Code de la commande publique, l'offre est transmise en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par le candidat, seule est ouverte la dernière offre qui aura été réceptionnée dans le délai fixé pour la réception de l'offre.

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : www.marches-publics.gouv.fr.

En revanche, la transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clef USB...) n'est pas autorisée.

Une aide technique à l'utilisation de PLACE est disponible sur ce site. Les outils mis à disposition sur la plateforme (guide d'utilisation, films d'autoformation, test de configuration de poste) qui informent des prérequis techniques et décrit l'utilisation de PLACE, font partie intégrante du règlement de la consultation.

Les conditions de présentation des plis électroniques sont les suivantes : pour une meilleure lisibilité de la proposition, il est souhaitable que le pli comporte des fichiers distincts dont l'un contienne les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Un dépôt anticipé des plis est fortement recommandé afin de pallier tout problème informatique éventuel (site saturé, document très volumineux, faible débit de réseau...).

Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Le candidat devra fournir une offre dont la taille ne pourra excéder 1 Go, sous peine de voir le téléchargement de son dossier impossible par la plateforme PLACE qui ne peut accepter des fichiers supérieurs à 1 Go.

Conformément à l'arrêté n°ECOM2308848A du 14/04/2023 modifiant les articles 2-1 et 4 de l'annexe 6 du code de la commande publique, le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique, sur support papier ou par voie électronique.

- Si le candidat fait le choix de transmettre la copie de sauvegarde sur un support physique électronique, ou sur un support papier : Cette copie devra être transmise sous pli scellé et comporter obligatoirement la mention « **copie de sauvegarde** », ainsi que le **nom du candidat** et **l'identification de la procédure concernée**.

Elle sera adressée, **par voie postale uniquement**, à :

**Université de Strasbourg – Direction des finances – Département des Achats et des Marchés
Institut Le Bel
4 rue Blaise Pascal – CS 90032
67081 STRASBOURG Cedex**

Et devra être réceptionnée au plus tard aux date et heure fixées pour la réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

- Si le candidat fait le choix de transmettre la copie de sauvegarde par voie électronique : Cette copie devra être transmise sur un outil gratuitement disponible, et respectant les exigences de l'annexe 8 du code de la commande publique. Ces exigences sont notamment les suivantes :
 - L'heure et la date exactes de la réception de la copie de sauvegarde par l'acheteur doivent être déterminées avec précision (horodatage qualifié au sens du règlement eIDAS) ;
 - Les identités de l'acheteur et de l'opérateur économique sont déterminées ;
 - L'intégrité de la donnée entre son dépôt et son extraction de la plateforme est garantie ;
 - Un accusé de réception est envoyé à l'acheteur et à l'opérateur économique.

Les services existants, permettant la remise de la copie de sauvegarde par voie électronique, sont les suivants :

- La lettre recommandée électronique :
 - Liste des produits et services qualifiés par l'ANSSI pour la France : <https://www.ssi.gouv.fr/uploads/liste-produits-et-services-qualifies.pdf>
 - Liste des produits et services qualifiés pour l'Europe : <https://eidas.ec.europa.eu/efda/tl-browser/#/screen/search/type/1>
- Tous les autres services qui permettent l'envoi et la réception de fichier en respectant toutes les exigences de l'annexe 8 du code de la commande publique.

N.B. Les services permettant la remise d'une copie de sauvegarde par voie électronique peuvent nécessiter des modalités d'inscription longue, il est donc recommandé aux opérateurs économiques d'anticiper le dépôt de la copie de sauvegarde en procédant aux modalités d'inscription, d'identification sur la solution technique envisagée.

Il appartient au candidat de s'assurer que les pièces transmises soient compatibles avec le système informatique de l'Unistra/ Département des Achats et Marchés : PC sous Windows 11 Professionnel, avec des fichiers au format XLS, XLSX, ODF (ODS), PDF, ODF (ODS, ODT), DOC, DOCX, PPTX, Acrobat Reader 9.0. Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé au candidat de soumettre ses documents à un anti-virus avant envoi.

6.1.2 Signature du marché

Il est précisé que la signature du marché n'est pas requise dès le dépôt des offres. En effet, la signature du marché ne sera exigée qu'au terme de la procédure, afin de formaliser le marché.

Les candidats sont informés que la signature électronique du contrat par l'attributaire pourra être demandée selon les modalités prévues à l'annexe 12 du Code de la commande Publique (Arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique).

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XadES, CadES ou PadES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format PadES.

L'attributaire devra veiller à ne pas verrouiller le document lors de sa signature, afin de permettre sa signature ultérieure par l'acheteur.

Conformément à l'Arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature qualifiée, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS de juillet 2014. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

Quand bien même il est prévu une signature électronique du contrat, l'attribution du marché pourra néanmoins donner lieu à la signature manuscrite du contrat sous forme papier. Dans ce cas de figure, l'attributaire sera invité à transmettre à l'administration la version papier originale de l'acte d'engagement signé de manière manuscrite.

6.2 Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. **Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.**

7 Examen des candidatures et des offres

7.1 Transmission par voie électronique

L'examen des candidatures sera effectué dans les conditions prévues à l'article R2144-1 à R2144-7 du Code de la commande publique.

Les candidatures seront examinées au regard des niveaux de :

Aptitude à exercer l'activité professionnelle

Capacités techniques et professionnelles

Capacité économique et financière

A noter que conformément aux dispositions de l'article R2144-3 du Code de la commande publique, la vérification des conditions de participation peut être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du contrat.

La vérification des candidatures peut donc intervenir après le classement des offres.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai déterminé identique pour tous les candidats.

Afin d'évaluer les niveaux de capacités techniques et professionnelles mais aussi économique et financières des candidats, les candidatures conformes et recevables seront examinées au moyen des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation.

7.2 Attribution du marché

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

La PSE n°1 étant facultative, elle ne fera pas l'objet d'une analyse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont les suivants :

Critères	Pondération
Critère 1 : Prix	60 %
Critère 2 : Valeur technique	30 %
<i>Sous-critère 2.1 : Outils proposés permettant la facilitation de la collecte</i>	40%
<i>Sous-critère 2.2 : Conditionnements et étiquettes</i>	40%
<i>Sous-critère 2.3 : Méthode de suivi statistiques</i>	20%
Critère 3 : Considérations environnementales	10%
<i>Sous-critère 3.1 : Filière de traitement</i>	80%
<i>Sous-critère 3.2 : Objectifs de réduction d'émission de gaz à effet de serre</i>	20%

A noter que :

- ➔ **Le critère 1 « Prix » (60%) sera analysé sur la base du montant total en € TTC du DQE ;**
- ➔ **Le critère 2 « Valeur technique » (30%) sera analysé à l'aune des 3 sous-critères suivants :**
 - Le sous-critère 2.1 « Outils proposés permettant la facilitation de la collecte » (40%) sera analysé sur la base de la réponse du candidat aux questions 7.1 et 7.2 du CRT s'agissant des outils et des éléments qu'il propose de sorte à faciliter la prestation de collecte et de traitement des déchets (accompagnement au respect de la réglementation, accompagnement à la veille réglementaire, sensibilisation et formation à la sécurité, mise à disposition d'un conseiller à la sécurité) ;
 - Le sous-critère 2.2 « Conditionnements et étiquettes » (40%) sera analysé sur la base de la réponse du candidat aux questions 4.1 et 4.2 du CRT s'agissant de la qualité des conditionnements proposés ainsi que des étiquettes (valorisation des contenants transparents, des étiquettes de différentes tailles, faciles d'utilisation et adhésives) ;
 - Le sous-critère 2.3 « Méthode de suivi statistiques » (20%) sera analysé sur la base de la réponse du candidat à la question 3.5 du CRT s'agissant de la méthode de reporting et de suivi des statistiques. Le candidat sera valorisé s'il propose un outil en ligne avec la possibilité d'éditer des statistiques) ;

IMPORTANT : Le critère 2 « Valeur technique » fait l'objet d'une note éliminatoire fixée à 4/10. Dès lors, toute note strictement inférieure à 12/30 après analyse de tous les sous-critères fera l'objet d'un rejet.

- ➔ **Le critère 3 « Considérations environnementales » (10%) sera analysé sur la base des 2 sous-critères suivants :**
 - Le sous-critère 3.1 « Filière de traitement des déchets » (80%) sera analysé sur la base de la réponse du candidat à la question 5.2 du CRT et de ses propositions dans la colonne H du CRF s'agissant des filières de traitement des déchets. Le candidat proposant des filières de recyclage sera valorisé ;
 - Le sous-critère 3.2 « Objectifs de réduction d'émission de gaz à effet de serre » (20%) sera analysé sur la base de la réponse du candidat à la question 5.1 du CRT s'agissant des objectifs en matière de réduction d'émission de gaz à effet de serre. Le candidat proposant des objectifs chiffrés sera valorisé.

IMPORTANT : Les sous-critères des critères 2 et 3 seront également analysés sur tout élément indiqué dans les documents constitutifs de l'offre du candidat.

IMPORTANT :

En application de l'article R2152-2 du Code de la commande publique, en cas de dépôt d'offres irrégulières au sens de l'article L2152-2, l'Université de Strasbourg **se réserve la possibilité** d'autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. Le cas échéant, le délai de régularisation sera précisé par le pouvoir adjudicateur dans la lettre invitant à la régularisation.

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait **qu'il s'agit d'une simple faculté que le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu de mettre en œuvre.**

7.3 Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents sera de **5 jours ouvrés au maximum.**

Conformément à l'article R2144-7 du Code de la commande publique, si le candidat dont l'offre est susceptible d'être retenue ne produit pas les pièces réclamées dans le délai imparti, le marché ne pourra pas lui être attribué.

Il est donc fortement conseillé aux candidats de prendre toutes dispositions leur permettant de respecter le délai fixé.

8 Renseignements complémentaires

8.1 Adresses supplémentaires et points de contact

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard **10 jours** avant la date limite de réception des offres, une demande écrite par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, **6 jours** au plus tard avant la date limite de réception des offres.

ATTENTION : Le Département des Achats et Marchés de l'Université de Strasbourg sera fermé pour congés à partir du vendredi 25 juillet 2025 au soir jusqu'au dimanche 17 août

inclus. Aucune réponse aux éventuelles questions ne pourra être apportée avant le lundi 18 août 2025.

8.2 Procédures de recours

Instance chargée des procédures de recours

Tribunal administratif de Strasbourg – 31 Avenue de la Paix – 67070 STRASBOURG CEDEX

Téléphone 03 88 21 23 23 – Courriel : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L) : <http://strasbourg.tribunal-administratif.fr/>

Les voies de recours sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel selon les conditions fixées aux articles L.551-1 à L.551-12 et R.551-1 à R.551-6 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé jusqu'à la signature du contrat ;
- Référé contractuel selon les conditions fixées aux articles L.551-13 à L.551-23 et R.551-7 à R.551-10 du CJA, et pouvant être exercé après la signature du contrat ;
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique dans les conditions fixées par la jurisprudence (CE Ass, 4 avril 2014, n°358994) ;
- Recours pour excès de pouvoir pouvant être exercé dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Organe chargé des procédures de médiation :

Comité consultatif inter-régional de règlements amiables des différends relatifs aux marchés publics, Préfecture de Meurthe-Et-Moselle 1 rue du Préfet Claude Erignac co60031, 54038 Nancy Cedex.

Tél. : 03 83 34 25 62. Fax : 03 83 34 22 24.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

Tribunal administratif de Strasbourg – 31 Avenue de la Paix – 67070 STRASBOURG CEDEX

Téléphone 03 88 21 23 23 – Courriel : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L) : <http://strasbourg.tribunal-administratif.fr/>

RECAPITULATIF DES PIECES A FOURNIR

➤ Candidature

- ☐ **DC1, dans sa dernière version disponible**, renseigné par tous les membres du groupement, le cas échéant
- ☐ **DC2, dans sa dernière version disponible** (1 exemplaire par membre du groupement, le cas échéant) renseigné et complété des informations suivantes :

♦ **au titre de l'aptitude de l'entreprise à exercer l'activité professionnelle :**

- ☐ La copie de l'arrêté préfectoral portant agrément du candidat ;
- ☐ La copie du récépissé par le préfet de la déclaration mentionnée à l'article R541-50 du Code de l'environnement. Si le candidat est exempté de cette déclaration, il en précisera les raisons ;

♦ **au titre de la capacité économique et financière de l'entreprise :**

- ☐ Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
- ☐ Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;

♦ **au titre des capacités techniques et professionnelles de l'entreprise :**

- ☐ Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- ☐ Liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat.

- ☐ **L'attestation sur l'honneur en vue du contrôle de la situation des sociétés au regard du Règlement (UE) n°2022/576 du Conseil du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n°833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine**, fournie dans le DCE (Attestation sur l'honneur sociétés russes) (1 exemplaire par membre du groupement, le cas échéant) renseignée.

IMPORTANT :

Le candidat est invité à utiliser **les formulaires DC1/DC2** pour présenter sa candidature. Il convient d'utiliser la **nouvelle version des formulaires DC1 et DC2** téléchargeables gratuitement sous le lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Le candidat peut également utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME) rédigé en français pour présenter sa candidature (1 DUME par membre en cas de groupement). Le cas échéant, il devra apporter l'ensemble des éléments visés aux articles R2142-1 à R2142-14 du Code de la commande publique et aux articles auxquels ils renvoient, y compris les renseignements ou documents listés ci-dessus.

➤ Offre

Pièces à fournir :

- ☐ **Le Cadre de Réponse Financier (CRF) comprenant le BPU et le DQE** (1 classeur au format Excel, fourni dans le DCE) à compléter conformément aux indications ;
- ☐ **Le Cadre de Réponse Technique (CRT)** (1 document au format Word, fourni dans le DCE) à compléter conformément aux indications ;
- ☐ **L'attestation de visite** (fournie par l'acheteur lors de la visite obligatoire) **ou tout document de nature à démontrer que le candidat a une connaissance et une maîtrise suffisantes des sites de collecte de l'Université de Strasbourg** (fourni par le candidat le cas échéant) ;
- ☐ **L'annexe n°2 relative à la clause sociale de formation « Fiche entreprise » dûment remplie** (fournie dans le DCE).

Nota :

Conformément aux dispositions du Code de la commande publique et afin de simplifier le dépôt des offres, l'acte d'engagement n'a plus à être demandé (signé) dès le dépôt de l'offre.

Aussi, aucun acte d'engagement n'est à fournir au moment du dépôt de l'offre.

L'acte d'engagement signé ne sera ainsi exigé que du seul attributaire, au terme de la procédure afin de formaliser le contrat.